



Appel à soutien

Chômeurs et précaires, en marche pour nos droits ! Juin 2013

En 1933 eurent lieu les premières grandes marches de chômeurs face à la crise qui sévissait en France et dans toute l'Europe. Ils furent arrêtés par l'armée à l'entrée de Paris... Cette grave crise économique et sociale a débouché sur la catastrophe de la deuxième Guerre mondiale.

En 2013, quatre-vingt ans après, nous organisons une Marche sur Paris pour alerter l'opinion et mettre les pouvoirs publics face à leurs responsabilités. Nous les appelons à se ressaisir pour éviter une crise encore bien plus grave que celle d'aujourd'hui. Nous dénonçons la situation faite aux chômeurs, victimes de la double peine : pas d'emploi et des revenus insuffisants, d'un montant inférieur au seuil de pauvreté (950 euros) pour la majorité d'entre eux.

Les associations de chômeurs et précaires, depuis l'élection de François Hollande, demandent au gouvernement que soient adoptées des « mesures d'urgence », avec l'ensemble du mouvement des chômeurs et certains syndicats, pour améliorer immédiatement le quotidien de ceux que le système exclut et des mesures de fond pour diminuer massivement le chômage : une réduction du temps de travail à 32 heures et une réforme des politiques de l'emploi, des politiques financières et fiscales d'une autre ampleur que celles conduites actuellement (plate forme revendicative de la marche ci jointe).

Nous n'avons pas été invités à la Conférence sociale de juillet 2012. La Conférence contre la pauvreté de décembre 2012 a accouché d'une souris, sans prise en compte et sans débat de nos propositions.

Depuis cette date, nous, associations de chômeurs et précaires, agissons pour nous faire entendre. Nous avons notamment envahi le ministère de Mme Carlotti, chargée de la lutte contre l'exclusion, pour lui signifier que nous ne nous contenterons pas de miettes... Pas de suite.

La réalité a rejoint nos inquiétudes. Les situations à Pôle Emploi, comme dans les CAF, se sont durcies - fin de droits, indus, radiations, allongement de la durée d'inscription au chômage - et ont déclenché des gestes de désespoir. Le 8 juillet 2012 à la CAF de Mantes-la-Jolie et aussi l'immolation de Djamel Chaab devant un Pôle emploi à Nantes le 13 février dernier. A chaque fois nous avons réagi. Dès le lendemain de la mort de Djamel Chaab, nous occupions un Pôle emploi à Paris pour réclamer une rencontre urgente avec le ministre Sapin. Après six heures d'occupation nous obtenions ce rendez-vous... un mois plus tard.

Cette rencontre avec le ministre à la mi-mars n'a encore abouti à rien ! Aucune prise en compte de nos mesures d'urgence. Aucun dialogue. Notre colère grandissante nous a conduit quinze jours plus tard à occuper l'agence Pôle Emploi Beaumarchais à Paris : quatre-vingt chômeurs, précaires et solidaires du MNCP, de l'APEIS, d'AC!, de DAL mais aussi des syndicalistes de Pôle Emploi du SNU/FSU et de SUD/Solidaires... Après cinq heures dans l'agence, bien déterminés à ne pas partir sans obtenir de réponse, Jean-Marc Ayrault que nous demandions à rencontrer nous a envoyés les CRS pour nous évacuer, sans aucune ouverture vers le dialogue.

Lors de l'Assemblée générale des chômeurs et précaires avec le MNCP, à Saint-Dizier les 10 et 11 avril, nous avons décidé de passer la vitesse supérieure en organisant dans toute la France une Marche sur Paris. Elle a pour objectif de porter les propositions d'urgence, de développer une mobilisation générale et d'offrir aux chômeurs et précaires la possibilité d'affirmer leur dignité dans cette société qui les exclut. APEIS, AC!, le DAL et le SNU Pôle emploi/ FSU, SUD emploi / Solidaires se sont immédiatement déclarés favorables à notre projet.

Nous souhaitons, à cette occasion et dans ce contexte, avoir une rencontre à brève échéance avec l'ensemble des syndicats et des grands réseaux associatifs concernés. Nous leur demandons de recevoir le plus tôt possible une délégation issue de nos organisations.

Notre Marche, en provenance de divers points du territoire métropolitain et des DOM, se déroulera pendant trois semaines en juin. Elle arrivera sur Paris au moment du début des négociations sur l'assurance chômage et juste avant la Conférence sociale. Elle se déroulera alors que certaines des dispositions de l'ANI du 11 janvier commenceront à être transposées dans les lois et règlements et discutées dans diverses négociations interprofessionnelles (dont la Convention Unédic).

Nous demandons dans ce cadre à être reçus par le Premier ministre, M. Jean-Marc Ayrault ; à participer à la Conférence sociale et à être entendus dans les négociations interprofessionnelles à venir.

La première étape de la Marche se déroulera à La Réunion où le chômage est encore plus élevé qu'en métropole. Nos amis réunionnais seront accueillis à Montpellier. Ils transmettront le flambeau de la marche. Celle-ci ira ensuite à Toulouse puis Clermont-Ferrand, Montluçon, Tours, Blois... D'autres parcours seront mis en place à partir de la Bretagne, d'Alsace et du Nord...

MNCP, AC!, APEIS, DAL, SNU-Pôle emploi/FSU, Sud-emploi/Solidaires

***Pour que notre marche soit un succès,
nous avons besoin de vous !***

***Rejoignez-nous dans la Marche, envoyez vos dons,
à l'ordre de « Marche des chômeurs »
à l'adresse : MNCP, 17 rue de Lancry, 75010 Paris***

marchechomeurs2013@gmail.com